

***Interview exclusive de Monsieur Jean-Félix Demba-Ntelo,
ancien ministre (1991-1992), premier vice-président du P.a.d
(Parti pour l'alternance démocratique) (Opposition)***



«La dérive autocratique du pouvoir actuel est une évidence»

Dans l'interview ci-après accordée à une revue suédoise au mois de mars 2010, l'ancien ministre du gouvernement de transition de feu André Milongo, actuellement premier vice-président de P.a.d, donc numéro du Parti que préside le général à la retraite Emmanuel Ngoulondélé-Mongo, s'est prêté, sans langue de bois, aux questions qui lui ont été posées sur la politique nationale, depuis le retour aux affaires, du président Denis Sassou-Nguesso, après la guerre de juin-octobre 1997.

***Question: Actualité oblige, commençons par une question économique.
Quelle appréciation fait le P.a.d, votre Parti dont vous êtes le premier***

vice-président, sur la performance du Gouvernement qui vient d'aboutir, enfin, au point d'achèvement avec les institutions de Bretton Woods?

Jean-Félix Demba-Ntelo: J'étais en France quand cette nouvelle est tombée et le journaliste français qui a donné l'information à une chaîne de télévision, a ajouté le bref commentaire suivant: *«Ce pays d'Afrique Central, 3^e producteur du pétrole dans le Golf de Guinée, très riche en bois et en minerais, a été déclassifié du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de Pays pauvres très endetté (P.p.t.e). Cela veut dire qu'une part importante de la dette colossale qui étouffe l'économie de ce riche pays où sa population vit à 70% en dessous du seuil de pauvreté, va être annulée»*.

Ce commentaire d'un journaliste étranger démontre le paradoxe de la situation économique et sociale du Congo, depuis des décennies, de pays riche très endetté. C'est pourquoi, là où vous utilisez le mot «performance» du gouvernement, j'emploie plutôt le mot «contreperformance».

Notre pays n'est, en effet, pas pauvre. Il est très riche, trop riche même par rapport à sa faible population, moins de 4 millions d'habitants; à ses ressources naturelles et à la qualité de ses cadres. A mon avis, ce sont les dirigeants et une poignée de leaders politiques qui sont pauvres dans leur esprit, leur culture de prédateurs sans projet et sans ambition pour le Congo, notre beau pays.

Le pétrole, porte-malheur pour les Congolais, a fait le miracle de certains pays où les dirigeants ont de la vision et des ambitions, pour ne prendre que l'exemple des Emirats Arabes, avec la vitrine de Dubaï qui a transformé des camps de nomades dans le désert en une cité de rêve, sans complexe face à la prestigieuse ville de New York avec ses gratte-ciels.

Tout en reconnaissant que la déclassification du Congo en P.p.t.e était devenue un impératif incontournable, je ne peux pas me réjouir, car cela contraint notre pays d'être encore, pendant longtemps, sous les perfusions de la Banque mondiale et du F.m.i. Cette histoire est semblable à un élève qui arrive au C.m 2, mais au lieu de travailler pour passer en 6^{ème} au collège, négocie avec acharnement pour qu'on le ramène au C.e 2, parce que son niveau est très insuffisant.

Le problème du Congo se pose, depuis l'époque révolu du Parti-Etat et du communisme totalitaire dont les principaux acteurs sont au pouvoir aujourd'hui, en termes de qualité des hommes en charge de la gestion de l'Etat et non en termes de richesse.

Regardez certains pays africains, sans pétrole, ni bois, ni minerais et pluviométrie abondante, qui se transforment qualitativement d'année en année, je peux citer le Burkina-Faso, le Benin, le Mali, le Maroc, la Tunisie, en plein climat désertique, mais où il ne manque pas d'eau au robinet, l'électricité en permanence, des voiries urbaines et des services collectifs de bonne facture, et une production alimentaire suffisante pour le marché local.

Question: Il faut, quand même, reconnaître les efforts fait par le gouvernement, pour atteindre le point d'achèvement

J-F. D-NT: D'ailleurs, avec la Banque mondiale et le F.m.i, les négociations engagées par le gouvernement actuel depuis l'arrivée au pouvoir du président Denis Sassou Nguesso en 1997, auraient pu aboutir au P.p.t.e, depuis plusieurs années, parce que le point de décision, avec l'annulation de plus de 60% de la dette, était atteint en mars 2006.

Cependant, si les choses ont longtemps trainé; c'est parce qu'il fallait laisser le temps aux Seigneurs de guerre et à tous les dignitaires et proches du pouvoir pour se remplir les poches. Voyez comment tous les proches de ce pouvoir, congolais ou étrangers, se sont enrichis illicitement en toute impunité en une décennie.

Maintenant que notre pays va bénéficier d'un allègement à 90% important de sa dette, je pense que le plus dur reste à faire, parce que le gouvernement n'aura plus de prétexte pour justifier son incapacité et ses graves manquements face à une situation économique et sociale dont la faillite a atteint le fond de l'abîme.

Comment remettre notre pays au travail avec un pouvoir autocratique, arrogant, sûr de lui et dominateur, une opposition méprisée et traquée, des élites et des cadres clochardisés et démotivés, des secteurs stratégiques de notre économie livrés aux affairistes étrangers, un peuple traumatisé, déboussolé et résigné? Voilà autant de questions préalables qui se posent au gouvernement au lendemain de ce point d'achèvement.

Pour réussir le pari, le statut P.p.t.e impose à nos dirigeants un véritable changement de cap et de politique, et exige du peuple de nouvelles mentalités. **Malheureusement, le changement est possible, mais on ne change pas de politique sans changer les hommes.**

Au regard des contreperformances du gouvernement actuel dans tous les domaines politiques, économiques, sociaux, techniques et éthiques, je me permets d'anticiper mon doute sur sa capacité à relever le défi avec ces

hommes du pouvoir, corrompus par la gloire et l'argent. Seuls un sursaut collectif et un consensus national peuvent redonner à notre pays la confiance nécessaire.

Question: *Jean-Félix Demba-Ntelo, le P.a.d, votre parti politique dont vous êtes le premier vice-président, n'a participé à aucune élection en 2007, 2008 et 2009. Quel est son avenir en dehors de toute compétition électorale?*

J-F D.NT: Notre parti politique ne pouvait pas participer aux élections législatives de 2007 et locales de 2008 pour la simple raison qu'il n'était pas encore né. En effet, le P.a.d a vu le jour à son congrès constitutif du mois de mars 2008, alors que le processus en vue des élections locales était déjà engagé.

En ce qui concerne l'élection présidentielle du 12 juillet 2009, le P.a.d a signé, avec les autres membres du Front des partis de l'opposition congolaise (F.p.o.c), l'engagement solennel initié par les Etats généraux de l'opposition dont les cahiers des charges posaient comme préalable à toute participation, la concertation pouvoir/opposition en vue d'une organisation consensuelle du scrutin.

Cette concertation n'ayant pas eu lieu conformément aux exigences des Etats généraux de l'opposition, le P.a.d en a tiré les conséquences, en s'abstenant de présenter un candidat à une élection dont les résultats étaient connus d'avance.

A la différence des autres partis membres du F.p.o.c, le P.a.d a voulu être cohérent avec sa ligne politique qui repose sur le principe de ne jamais dire une chose et faire son contraire, surtout sans concertation avec les autres partenaires du F.p.o.c.

Pour les prochaines consultations électorales, la direction politique de notre parti déterminera, en temps opportun, la stratégie en fonction des rapports de force face au pouvoir.

Question: *Comment se porte votre président, le général Ngouelondélé-Mongo que l'entend plus?*

J-F D.NT: Le président du P.a.d est en séjour privé en France où il se porte très bien. Il devrait être de retour au Congo très bientôt. En son absence, le P.a.d fonctionne normalement sous l'autorité de notre direction politique nationale. Au mois de décembre 2009 et janvier 2010, nous avons fait le bilan des deux années d'existence qui se sont soldées par l'implantation du P.a.d

dans les douze départements de notre pays. Nous allons poursuivre la consolidation de cette implantation dans l'ensemble du territoire national.

Question: La réélection du président Denis Sassou Nguesso a été l'événement majeur de l'année 2009. Comment voyez-vous les perspectives du Congo dans le cadre de ce second septennat?

J-F D.NT: Pour notre parti, le P.a.d et sans doute pour la majorité des Congolais, la succession du général Sassou Nguesso à lui-même est un non événement, parce qu'en refusant la concertation avec les véritables forces de l'opposition sur l'organisation consensuelle de l'élection présidentielle de 2009, le pouvoir actuel a imposé au peuple congolais, des résultats réglés dans les menus détails, plusieurs années à l'avance exactement comme aux époques révolues de la démocratie populaire.

D'ailleurs, le peuple congolais, qui ne s'est pas laissé duper par cette mascarade d'élection, y a répondu par un boycott massif allant jusqu'à plus de 90% dans plusieurs localités de notre pays. Les populations congolaises contraintes à la pauvreté et la misère, ne se font plus aucune illusion sur les promesses d'un président qui totalise 27 ans de règne sans partage, mais que ses fanatiques motivés, s'évertuent de présenter comme le seul homme providentiel sans lequel le Congo, notre pays est condamné à la descente aux enfers.

Question: Votre pessimisme sur le processus électoral au Congo n'est-il pas exagéré?

J-F D.NT: Où est l'exagération quand il s'agit de dénoncer un système politique pernicieux qui se met progressivement en place dans notre pays, pour balayer le nouvel ordre démocratique et pluraliste restauré par la Conférence nationale souveraine (C.n.s) en 1991.

Au-delà de la controverse pouvoir/opposition sur le scrutin du 12 juillet 2009, il se pose un véritable problème de fond qui interpelle la conscience de tout les patriotes et démocrates de notre pays, celui de démystifier sans complaisance la logique des processus électoraux non consensuel que le P.c.t est déterminé à expérimenter et à imposer au peuple congolais, à l'instar de certains partis politiques qui s'accrochent au pouvoir en Afrique.

En revenant au pouvoir par les armes en 1997, le P.c.t par son aile dur, avait clairement annoncé sa détermination de s'y maintenir par tous les moyens, quoi qu'il arrive, avec comme postulats: «*Transformer la victoire militaire en*

victoire politique» ou «Nous ne sommes pas revenu au pouvoir pour le perdre une seconde fois».

Pour s'assurer la pérennisation de cette victoire politique dans un contexte national et international où le pluralisme et la démocratie restaurés par la C.n.s s'avèrent irréversibles, le P.c.t, si tôt le pouvoir reconquis, a mis en place un dispositif et une série de mesures dont les plus essentielles sont les suivantes:

1- Abrogation de la Constitution consensuelle du 15 mars 1992 remplacée par celle, taillée sur mesure, du 20 janvier 2009 qui concentre tous les pouvoirs sur la fonction du président de la République, chef de l'Etat et du gouvernement, agissant en véritable monarque au sommet de l'Etat, sans contre-pouvoirs.

Cette Constitution, au-delà de son apparence d'une démocratie à régime présidentiel, a une réalité: celle d'un système autocratique où toutes les autres institutions, quand elles ne sont pas aux ordres comme le parlement, la cour constitutionnelle, la justice et le conseil supérieur de la communication, sont réduites à jouer le rôle de potiches de la République, tel est le cas du conseil économique et social, de la commission nationale des droits de l'homme, de la cour des comptes et du médiateur de la République.

Ces institutions potiches, véritables pensionnats ou maisons de retraite, servent au chef de l'Etat pour placer la kyrielle d'amis, de courtisans et autres alliés de circonstance qui se bousculent à sa porte pour s'assurer, pour les uns un salaire fonctionnel plus rémunérateur, et pour les autres une véritable bouée de sauvetage face à la misère et la précarité des conditions du troisième âge. Avez-vous vu un seul dossier élaboré par le conseil économique et social en dix ans d'existence?

Face à notre pays en pleine crise de société, le président de la République est, donc, un homme seul, entouré d'institutions bourrées d'hommes et de femmes qui lui doivent tout, et qui passent leur temps à le déifier et le couvrir de louanges pour assurer la survie de leur famille.

2- Pour garantir la pérennisation du pouvoir le P.c.t a substitué au centralisme démocratique, l'organisation unilatérale, sur fond de fraudes massives et de manipulations diverses, des élections qui assurent à ses candidats des majorités à la soviétique de 90 à 100%. Dans un contexte politique où le centralisme démocratique n'est plus possible, la conservation du pouvoir est à ce prix.

3- Et ce n'est pas tout, car à la détermination de conserver le pouvoir par tous les moyens s'ajoute une volonté, à peine dissimulée, des radicaux du P.c.t, d'enterrer définitivement l'esprit du consensus insufflé par la C.n.s sur les valeurs nationales et républicaines. Sinon, comment comprendre autrement les propos publics de l'un des faucons du pouvoir actuel qui qualifia la C.n.s, Etats généraux de la nation de «connerie nationale souveraine»? Avec une conception aussi erronée et partisane de l'histoire de notre pays, ce camarade membre n'hésiterait pas d'imposer, s'il lui était permis, le retour au Parti-Etat et la restauration du drapeau rouge avec son hymne «Les Trois Glorieuses».

Voyez-vous, la controverse sur l'organisation consensuelle des élections n'est que l'arbre qui cache la forêt. La réalité est que le Parti congolais du travail (P.c.t), par l'entremise de son aile radicale, est déterminé à se venger de toutes les humiliations subies pendant la période de rupture entre le système de parti unique et le nouvel ordre politique fondé sur le pluralisme et la démocratie. Beaucoup d'anciens caciques refusent de s'adapter à la nouvelle donne politique.

Dans cette politique de pérennisation du pouvoir, le dialogue avec l'opposition n'est possible qu'avec les adversaires ayant préalablement renoncé à combattre la politique du pouvoir pour faire allégeance au président de la République, au nom bien sûr, de «la paix et la réconciliation nationale».

Tous les opposants qui n'acceptent pas cette condition sont traités avec mépris et n'ont que deux alternatives: disparaître politiquement ou se soumettre.

Question: Vous êtes donc inquiet de la dérive autocratique du pouvoir, actuellement incarné par le P.c.t?

J-F D.NT: Comment ne pas être inquiet pour notre pays, parce que la nouvelle ère démocratique restaurée par la C.n.s dans le cadre de la Constitution consensuelle du 12 mars 1992, n'a vécu que l'espace d'une législature de cinq ans, sous la présidence du Professeur Pascal Lissouba, chassé du pouvoir par les armes et contraint à l'exil voici onze ans.

Aujourd'hui, après l'échec prématurée de l'U.pa.d.s au pouvoir, le P.c.t qui a tourné le dos au consensus politique initié par la C.n.s, nous ramène vers les sentiers battus d'un monolithisme de fait.

Oui ! Notre parti est inquiet, parce qu'avec les pratiques actuelles du P.c.t au pouvoir, notre pays a pris un sérieux retard dans un monde en pleine mutation, où les valeurs démocratiques constituent désormais les bases du

progrès, dans tous les domaines, des nations modernes. Voyez l'émergence des pays comme le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud, le Ghana et l'Afrique du Sud, etc, hier encore sous développés.

Comment, dans ce contexte mondial le peuple congolais, déboussolé par une décennie de guerres civiles et réduit à plus de 70%, de vivre en dessous du seuil de pauvreté, peut-il aduler, déifier et élire sans discernement, à 90% en 2002 et 80% en 2009 dès le premier tour, un président de la République qui, avec 27 ans de règne sans partage, est l'un des principaux acteurs des drames récurrents et des échecs accumulés dans tous les domaines ?

Ce genre de performances électorales n'est possible que dans les régimes autocratiques

Avec l'institutionnalisation de la fraude massive et les manipulations électorales, le P.c.t a placé le Congo, notre pays, dans la catégorie des pays africains où la côte de popularité des dirigeants demeure intacte et au top niveau après plusieurs décennies de règne.

Alors que dans les démocratiques d'Amérique, d'Europe et d'Asie, la popularité des leaders politiques au pouvoir à tendance à chuter avant même la fin du premier mandat, le génie africain a plutôt créé une espèce de dirigeants populaires à vie, dont la côte d'amour avec le peuple ne connaît jamais d'érosion, quelle que soit le degré de misère dans laquelle pataugent les populations.

Comment des citoyens honnêtes et des patriotes sincères de notre pays peuvent-ils approuver et être complices d'une telle dérive politique pleine de conséquence pour les générations futures? Je considère tout simplement que nos dirigeants actuels n'ont tiré aucune leçon de leur expérience de 22 ans de communisme totalitaire au pouvoir, à l'origine du déclin du Congo.

Question: *La longue durée d'un président de la République au pouvoir n'est-elle pas synonyme de stabilité?*

J-F D.NT: Au terme de ce deuxième septennat, le Président Sassou Nguesso va totaliser 32 ans de règne. La Constitution du 20 janvier 2002, qu'il s'était taillée sur mesure, lui interdit de briguer un 3^e mandat, et en 2016, lui aussi sera rattrapé par la limite d'âge maximum fixée à 70 ans.

C'est justement au nom de «la stabilité et la paix retrouvées» que tous les moyens financiers de l'Etat et les milieux fanatisés seront bientôt mobilisés

pour réclamer la révision de la constitution actuelle afin de permettre à «**l'homme providentiel**» de briguer un troisième mandat et poursuivre «**l'œuvre encore inachevée**» de bâtir le bien être du peuple congolais.

Ainsi va le Congo, dans la mouvance des pays africains rythmés par les réélections des présidents, dès le premier tour, la révision des constitutions, les coups d'Etat, les guerres civiles et maintenant les successions dynastiques au pouvoir. Quelle régression, alors que tous les espoirs étaient permis au lendemain de la C.n.s en 1991.

Dompage qu'après la restauration du multipartisme en 1990, le Congo, notre pays, n'ait pas fait le choix des pays africains émergents démocratiquement, tels le Ghana, le Mali, le Bénin, etc, qui méritent, aujourd'hui, l'hommage de la communauté internationale.

Les arguments sur la stabilité et sur le temps nécessaire pour achever les projets de société ne tiennent plus, pour justifier en Afrique, les présidences à vie, autrement dit les Etats-Unis d'Amérique, la plus grande puissance du monde sur tous les plans, n'aurait pas le mandat présidentiel le plus court: 4 ans seulement renouvelable une fois. Ainsi, aux Etats-Unis, un président quelle que soit ses performances ne peut dépasser 8 ans d'exercice du pouvoir suprême. Ici on veut nous engager dans des épreuves de force à la Mamadou Tanja, au Niger. Heureusement qu'au Niger l'armée à arrêté net la boulimie du dictateur.

Question: Dans son discours d'investiture, le Président Sassou Nguesso a pris, solennellement, l'engagement de combattre la corruption et de restaurer les valeurs positives. Pourquoi l'opposition ne peut pas lui accorder une chance avec ce second septennat?

J-F D.NT: Le président de la République n'a pas besoin que l'opposition lui accorde une chance quelconque avec le pouvoir absolu que lui confère la constitution actuelle taillée sur mesure. Avec des majorités écrasantes de 90 à 100% au parlement et dans les conseils départementaux, une production pétrolière et un coût du baril en constance hausse, une durée au pouvoir sans précédent de 26 ans, le président Sassou a eu tous les atouts pour faire du Congo un petit Koweit.

Par rapport à tous les autres Présidents du Congo la chance aura été plutôt de son côté. Malheureusement la gestion autocratique, patrimoniale et clientéliste du pouvoir a brulé tous ces atouts.

En effet, en 27 ans de règne, le président Sassou ne s'est préoccupé que d'avenir, jamais du présent et du quotidien des Congolais. Toutes ces années à la tête du Congo n'ont été faites que de promesses d'un avenir radieux, comme le démonte ses phrases célèbres:

- En 1979: «Vivre durement aujourd'hui pour vivre mieux demain». Cette phrase est de lui et non du président Yhombi-Opango ;
- En 1982-1986, dans le plan quinquennal: «Autosuffisance alimentaire et santé pour tous d'ici à l'an 2000»; le Congo est pourtant entré dans le 3^{ème} millénaire avec une agriculture et un système sanitaire en faillite totale.
- En 2002 a été lancé le projet nébuleux de «La nouvelle espérance» abandonné en 2007 sans évaluation ni bilan au profit d'un «Chemin d'avenir» sans horizon ni ligne d'arrivée. Au prochain septennat, on nous proposera, sans doute, une énième étape du chemin vers le paradis.

Voici donc 27 ans déjà, que notre pays aux immenses potentiels humains, matériels et physiques, navigue à vue sans résultat, vers une terre promise introuvable, sauf pour une poignée de proches et privilégiés du pouvoir qui ont mis à profit cette durée exceptionnelle, pour s'enrichir outrageusement et s'offrir un train de vie scandaleux.

Pendant ce temps, le présent et le quotidien des Congolais ont été faits:

- d'une débâcle économique où la faillite de l'agriculture et d'un secteur industriel naissant a jeté sur le pavé des milliers de Congolais contraints au chômage et à la précarité;
- d'un naufrage social qui n'a épargné aucun secteur vital, particulièrement ceux de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la santé, de l'éducation, des transports, des pensions et retraites;
- d'une dégradation des services essentiels, d'adduction d'eau potable, de distribution de l'électricité, d'identification des citoyens et du contrôle de l'immigration à nos frontières. La réapparition des lampes lucioles et des bidons ou jarres d'eau sur la tête marque un net recul par rapport au passé;
- de l'asphyxie de toute activité de l'économie informelle, partout dans nos grandes villes privées d'électricité, au profit des importateurs étrangers vendeurs de groupes électroniques;

Pendant que l'écrasante majorité de Congolais n'arrivent plus à joindre les deux bouts du mois, regardez partout comment prospèrent les activités des affairistes étrangers, libres d'exercer toutes sortes d'entreprises commerciales ou artisanales, au détriment des Congolais, régulièrement soumis aux tracasseries d'une administration aux agents corrompus. Les agents des

services de police, des douanes, des impôts, des eaux et forêts, des municipalités ne cessent de harceler et de rançonner, partout, des citoyens honnêtes qui se battent pour survivre. Beaucoup d'étrangers servent de réserve d'électeurs au P.c.t.

Question: *Le président de la République a donné cent jours à son gouvernement remanié pour changer tout ce que vous dénoncez!*

J-F D.NT: En revenant au pouvoir en 1997, le président Sassou Nguesso demeure confronté à un dilemme; celui d'exercer un pouvoir conquis par les armes, avec les mêmes schémas, les mêmes méthodes, les mêmes hommes et les mêmes pratiques de l'époque du parti unique, dans un contexte politique où le pluralisme et la démocratie s'avèrent irréversibles pour la société congolaise.

Le divorce entre son discours d'investiture du 14 août 2009, annonçant de grands changements en vue de la bonne gouvernance, et la reconduction de tous ses ministres usés par le pouvoir et l'argent, est la preuve de l'immobilisme et de l'archaïsme qui caractérisent le système politique actuel où la règle d'or est: «Tu me tiens, je te tiens».

Notre président de la République ne peut se départir d'une équipe d'hommes et de femmes qui ont façonné, avec lui, un système politique que lui-même reconnaît, pourtant comme, générateur d'antivaleurs.

Où est, donc, la volonté de changement dans un système où tout le monde est otage de l'autre?

Aujourd'hui, le président de la République est non seulement otage de tout ce monde qui se rallie à sa politique non par conviction mais par nécessité alimentaire, mais également otage de la constitution dont il est le géniteur.

La volonté de restaurer, au Congo, un pouvoir personnel a amené les constituants de 2002 à supprimer la fonction de premier ministre chef du gouvernement.

Malheureusement, dans la pratique, cela s'est avéré inefficace, parce que le président de la République, submergé et plus préoccupé de soigner son image au plan international, est constamment absent du pays.

Visiblement, il manque, comme c'est le cas dans toutes les démocraties, une personnalité intermédiaire susceptible d'assurer le relais entre le chef de l'Etat et les différentes administrations placées sous l'autorité des membres du gouvernement.

Comment un Etat peut-il fonctionner avec des conseils de ministres qui se tiennent épisodiquement, une fois par mois, alors que la complexité des différentes politiques sectorielles élaborées et mises en œuvres par chaque département ministériel, l'interdépendance des actions au niveau des grands corps de l'Etat, les relations entre le pouvoir central et les collectivités décentralisées exigent, en permanence, la coordination, les arbitrages, les évaluations et le suivie au quotidien.

En tout cas, il y a, visiblement, un véritable laisser-aller dans le fonctionnement de l'Etat dans notre pays. Il suffit d'observer et d'analyser les ratés au niveau de beaucoup de ministères, dans l'exécution physique du budget d'investissement.

Question: Les maux dont souffre votre pays, sont donc constitutionnels?

J-F.D.NT: La crise politique congolaise est structurelle et la Constitution actuelle pose des problèmes de fond, à l'origine de plusieurs blocages. En régime présidentiel, aux Etats-Unis, il y a le président secondé par un vice-président; en régime parlementaire, il y a le chef de l'Etat et le premier ministre, chef du gouvernement (Royaume d'Angleterre, République Fédérale d'Allemagne) et en régime semi-parlementaire, en France, il y a le président de la République, secondé par un premier ministre chef du gouvernement.

Chez nous, les constituants ont créé un régime où le président, au sommet de l'Etat, est seul avec tous les pouvoirs qui lui laissent les mains libres de gérer la société selon ses humeurs ou les pressions de ses lobbies.

Quand il s'est aperçu du vide ainsi créé par l'absence d'un second au sommet de l'Etat, le président de la République n'a pas hésité de créer, d'abord une fonction de coordonateur de l'action gouvernementale, sans succès. Ensuite, celle de premier ministre sans pouvoir ni autorité sur certains membres du gouvernement, toujours sans succès, et maintenant à l'éclatement du gouvernement en quatre pôles placés, chacun, sous l'autorité d'un ministre d'Etat.

A cette allure, il ne sera plus étonnant que dans cette recherche d'une solution au vide constitutionnel délibérément créé, le président de la République ne nous produise le poste de chancelier, comme en Allemagne.

Question: Vous considérez, donc, inefficace l'action du gouvernement après les délais de cent jours.

J-F D.N.T. Pendant que le président de la République peine à redynamiser son équipe gouvernementale, afin de répondre aux conditions exigées par les institutions financières internationales, les ministres, assurés de l'impunité totale, sont davantage préoccupés par l'amélioration de leur train de vie.

Chacun s'affaire pour se doter rapidement des propriétés immobilières de grand standing, de parcs automobiles impressionnants et des équipements autonomes en groupes électrogènes puissants pour l'électricité et de forages d'eau privés. Toutes leurs énergies et leur savoir-faire sont mis à contribution, pour se fabriquer des petits paradis en ville et dans leurs districts d'origine.

Pendant que le ministre en charge des questions foncières multiplie les déclarations sur la préservation du domaine public, les privilégiés du pouvoir s'attribuent des terrains et des bâtiments de l'Etat, transformés en résidences ou hôtels particulier de luxe. Regardez, par exemple, le sort réservé à Brazzaville au domaine de Radio-Congo grignoté petit-à-petit, à Pointe-Noire au domaine Km4 du C.f.c.o morcelé et accaparé par des personnalités très proches du chef de l'Etat. Toute ces pratiques, dignes d'un Etat voyou, laissent présager une véritable politique de la terre brûlée.

Pour continuer de plaire au président qui les protège, plusieurs ministres se comportent plutôt comme des mandataires de celui-ci dans leurs districts d'origine où ils sont en campagne permanente pour distribuer des dons et faire des promesses tirées du «projet de société» du président.

A l'heure du bilan, au lieu d'interroger les populations par de véritables sondages d'opinion sur des échantillons représentatifs, ce sont les ministres, juges et partis, qui défilent à tour de rôle sur les plateaux de la radio et la télévision d'Etat, pour s'autoglorifier, sans contradicteur et avec arrogance, sur des bilans globalement positifs.

Interrogés naturellement par des journalistes zélés, sélectionnés à l'avance pour éviter les questions qui fâchent, les ministres vous décrivent, tels des habitants venus d'une autre planète, une situation en constante amélioration, même dans les secteurs où visiblement, il est impossible de camoufler les échecs. Par exemples à Brazzaville, Bacongo manque l'électricité voici huit mois, Moukondo et le Plateau des 15 ans n'ont plus d'eau au robinet depuis plus de trois mois.

Pour les ministres en charge de ces problèmes, tout est normal ou s'il y a des insuffisances, les réponses sont données dans le projet de société du président qui est la panacée à tous nos malheurs.

Certes, le gouvernement investit plusieurs milliards de francs Cfa dans la construction des infrastructures, mais à quel coût? Aucun chiffre n'a été publié sur le coût final des grands travaux improvisés du programme dit de «la municipalisation accélérée», qui a permis l'enrichissement illicite de plusieurs dignitaires. Ces grands travaux exécutés à la hâte, sont pour la plupart inachevés et inadaptés aux besoins prioritaires des populations en total détresse.

Quant à la lutte engagée contre la corruption, il convient de constater que cela ressemble plutôt à une véritable pantalonnade où la publicité, par voie de slogans sur des banderoles, des spots radio-télévisés et des séminaires l'emporte sur de véritables investigations contre les actes avérés de corruption, de concussion, de spoliation du patrimoine foncier et bâti de l'Etat, de détournement des deniers publics. Les prédateurs de l'économie poursuivent en toute impunité leur besogne.

Comment peut-on combattre la corruption quand celle-ci tire sa source au sommet de l'Etat?

Si la corruption est aujourd'hui le défi du «chemin d'avenir», quel était alors le défi de «La Nouvelle espérance» où la corruption, la concussion et la spoliation du domaine public ont battu tous les records depuis l'indépendance? On peut dire, sans se tromper, que pour les sept dernières années de mise en œuvre de «La Nouvelle espérance» prématurément enterré, le défi majeur aura été celui de «l'enrichissement illicite accéléré», de nos dirigeants.

Question: *Comment, votre parti, le P.a.d, apprécie-t-il la politique de paix et de réconciliation nationale du président de la République?*

J-F D.NT: Dans l'ordre, il convient de parler d'abord de réconciliation nationale avant la paix, parce que dans un pays déchiré par plusieurs décennies de luttes fratricides de ses élites politiques et un cycle infernal de trois guerres civiles meurtrières, la réconciliation nationale demeure la priorité des priorités, car c'est elle qui constitue la garantie sûre pour une paix durable.

Les Congolais, dans leur écrasante majorité et au-delà de leurs diversités ethniques, aspirent à un Congo réconcilié autour des valeurs d'unité, de travail, de progrès, de justice et de paix. C'est pourquoi aucun citoyen, quelle que soit sa position sociale, ne doit s'octroyer le monopole du cœur pour s'approprier démagogiquement ces valeurs fondamentales.

Ces valeurs si essentielles à la concorde et la cohésion de notre communauté nationale, requièrent de tous les citoyens, un véritable consensus et ne devraient faire l'objet d'aucun débat politique. Tant mieux si le président Sassou Nguesso s'en préoccupe, d'ailleurs il a été, lui-même, l'un des principaux artisans, par l'entremise de sa milice «Cobra», des trois guerres civiles qui ont mis à mal l'unité nationale et la paix sociale.

La réconciliation nationale a un contenu qui s'accommode mal avec les calculs politiques dont découlent plusieurs interprétations, selon qu'on est au pouvoir ou à l'opposition.

Nous condamnons, par exemple, la politique de réconciliation nationale à la carte, mise en œuvre par les tenants du pouvoir actuel, sous la houlette du président de la République, à savoir: «Oui à la réconciliation nationale, à condition que personne ne mette en cause la pérennisation du pouvoir».

Nous assistons ainsi à un processus de réconciliation nationale à la carte, planifié en fonction des conjonctures et des enjeux politiques. Le renoncement au combat politique des leaders de l'opposition et leurs allégeances au pouvoir s'imposent comme des préalables à tout dialogue.

Les lois d'amnistie en faveur des leaders politiques de l'opposition en exil, condamnés par des tribunaux aux ordres du pouvoir, obéissent à cette règle du renoncement et de la soumission préalable à la politique du pouvoir. Comment comprendre autrement le refus de l'amnistie aux anciens ministres Mougounga, Koukebene et Binkinkita alors que les présidents Yhombi et Kolelas ont bénéficié de l'amnistie pour le jugement des mêmes faits?

Question: Vous n'êtes, donc, pas convaincu de la manière dont est conduite la politique de paix et de réconciliation nationale?

J.F.D.NT: Sur le fond, aucune action n'a été menée tant aux niveaux de la classe politique qu'à celui des populations victimes des crimes les plus odieux (pillages, viols, assassinats, destructions des biens, pertes d'emplois), pour exorciser les haines et les rancœurs consécutives à une décennie de barbarie.

Aucune procédure d'assistance ou de réparation des préjudices en faveur des dizaines de milliers de victimes des guerres, excepté tous les dignitaires et proches du pouvoir qui ont obtenu des réparations de toutes sortes, financières et matérielles.

Pour le pouvoir actuel, la réconciliation nationale est réduite, pour les anciens opposants ralliés, à l'attribution des postes au sein du gouvernement ou en

marge des institutions, à des fonctions bidons créées pour la circonstance, de commissaire national ou de délégué général, sans aucune emprise sur les véritables centres de décision.

En ce qui concerne la paix, celle-ci est, également, l'objet de plusieurs manipulations, car comment comprendre le maintien du département du Pool, voici bientôt plus d'une décennie, dans une situation de ni guerre, ni paix, au grand dam des populations victimes, abandonnées à leur triste sort, sans programme d'urgence? Plusieurs enfants ne vont plus à l'école voici dix ans.

Quant aux armes de guerre distribuées aux civils et aux milices par les trois partis politiques, l'U.pa.d.s, le M.c.d.d.i et le P.c.t, les programmes de ramassage ne concernent que des zones Sud de Brazzaville et le Pool, tandis que le statut quo est observé dans toutes les zones Nord: pourquoi cette politique de deux poids, deux mesures, alors que la sécurité doit être garantie à tous les citoyens, dans les mêmes conditions, par une force publique républicaine?

Enfin, aux préoccupations de sécurité des personnes et des biens, devraient s'intégrer les fractures engendrées par les injustes sociales, la précarité et la dégradation généralisées des conditions de vie dans les villes et les campagnes, pour que la paix ne soit pas un simple slogan politique.

Voyez-vous que sur la réconciliation nationale et la paix, il y a encore beaucoup à faire pour que notre pays connaisse un véritable climat de cohésion sociale et de concorde nationale. Tout le reste n'est que l'arbre qui cache la forêt.

Question: Une conclusion, Monsieur le vice-président du P.a.d?

J-F D.NT: Ma conclusion ne peut être que partielle, parce qu'après l'analyse que vous m'avez permis de faire sur la politique du pouvoir actuel, j'aimerais évoquer, si vous le voulez, d'autres aspects sur notre pays à un déclin sans perspectives, notamment les problèmes de l'opposition congolaise, la question des élites et des cadres.

Pour cette partie des réponses à vos questions, nous croyons, au P.a.d, que la détresse de l'immense majorité des Congolais déboussolés et résignés, interpelle toute la classe politique, au-delà de nos choix idéologiques, partisans ou alimentaires, ainsi que toutes les composantes de la société civile et des confessions religieuses, pour se ressaisir en vue d'un sursaut national.

Lorsque vous regarder notre télévision nationale, désormais captée à l'étranger, le culte de la personnalité du président de la République, qui a refait surface en système pluraliste, augure les lendemains d'une dictature dont nous sommes, tous sans exception, des victimes potentielles.

Les tracasseries de toutes sortes et autres interpellations judiciaires actuelles contre les leaders du Front de l'opposition est une indication du durcissement du pouvoir actuel.

Déifié et adulé par des citoyens fanatisés, dopé par d'immenses ressources financières procurés, sans effort, par une production pétrolière en croissance constante, soutenu par des élites et cadres affamés animés par la politiques du ventre, un pouvoir politique peut devenir un véritable danger pour l'avenir, surtout quand il manque, en plus, d'ouverture envers les véritables forces d'opposition traitées avec mépris, intimidation, refus de dialogue tout simplement parce qu'elles résistent au préalable d'allégeance au président de la République. A cause de ces pratiques d'une époque révolue, notre pays est dans l'impasse.

Le 15 août 2010 est une date historique, notre pays va célébrer un demi siècle d'indépendance. Il a fallu moins que ce temps pour faire de l'Inde, la Corée du Sud, le Brésil, le Japon détruit par la 2^{ème} guerre mondiale, etc. des puissances économiques, industrielles et financières.

Sur 50 ans d'indépendance du Congo, le président Sassou Nguesso comptabilise, à lui tout seul, 27 ans de règne sans partage, les cinq autres présidents se partageant le reste, soit 23 ans, avec une moyenne de 4,5 ans pour chacun.

Quel autre homme d'Etat de sa génération, que l'actuel président de la République, pour comprendre, d'une part que l'histoire de ces 50 ans, au lieu d'améliorer le sort des Congolais, a plutôt été écrite par le sang des milliers de victimes innocentes des violences et drames récurrentes consécutifs aux luttes fratricides de la classe politique pour le contrôle du pouvoir et d'autre part, que pour sortir définitivement notre pays de l'impasse et la logique de l'échec et des rancœurs accumulés, où l'ont enfermé les différents pouvoirs qui se sont succédé pour le diriger, il faut avoir le courage de s'arrêter et revenir au consensus national qui s'est dégagé sur les valeurs de la nation et la République, le 10 juin 1991 à la clôture de la Conférence nationale souveraine.

Après les rendez-vous manqués du mouvement populaire des 13, 14 et 15 août 1963 et de la restauration de la démocratie par C.n.s le 10 juin 1991, la

commémoration le 15 août 2010, d'un demi-siècle d'indépendance offre, à notre pays meurtri par des décennies de violences, de rancœurs et de fractures sociales, l'occasion d'une véritable réconciliation du peuple congolais avec sa classe politique.

Ce ne sont pas les 27 milliards de francs Cfa, annoncés pour les festivités du cinquantenaire de l'indépendance, avec une commission d'organisation composés de politiciens partisans sclérosés, ni le saupoudrage des travaux sans harmonie, qui donneront à cet événement historique, sa vraie dimension de la réconciliation du Congo avec lui-même. La fracture sociale qui a détruit l'âme du Congo exige de tous l'humilité de faire leur méa-culpa sur les tords causé à notre pays par nos actions.

La réconciliation nationale et la paix, au-delà des discours et des apparences, demeurent à ce jour, de simples slogans de campagne pour l'écrasante majorité des Congolais meurtris.

Avec les atouts politiques, financiers et l'expérience au pouvoir, qui sont-ils les siens, avec la disponibilité d'une opposition taxée à tort de radicale, parce qu'elle sollicite en permanence un vrai dialogue sur les vrais problèmes, avec un peuple en détresse qui n'a cherché, depuis un demi-siècle d'indépendance, que de vivre mieux dans la concorde nationale et la paix, le président Denis Sassou Nguesso, constitutionnellement garant du destin du Congo pour les six ans à venir, est directement interpellé pour se ressaisir et créer les conditions d'un consensus national en cette année historique.

Au-delà du 15 août 2010, aucune génération ne pardonnera à notre président de faire rater à notre peuple cet ultime rendez-vous avec l'histoire. ●

